



REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC
2120, rue Sherbrooke Est, bureau 302, Montréal (Québec) H2K 1C3
Tél.: (514) 523-7762 Téléc.: (514) 523-7741 Courriel : alpha@rgpaq.qc.ca

Communiqué

Pour diffusion immédiate

Adoption du projet de loi 57

Le gouvernement refuse d'entendre raison

Montréal, le jeudi 16 juin 2005 – Malgré l'opposition ouverte de l'ensemble des organismes luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le gouvernement libéral a adopté aujourd'hui le projet de loi 57. Le *Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec* (RGPAQ) déplore fortement que le gouvernement ait refusé d'entendre raison et soit allé de l'avant en adoptant cette loi. Cette dernière repose sur une discrimination à l'égard de certaines catégories de personnes et place le gouvernement en infraction par rapport à la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

« Dès le départ, nous avons rejeté le projet de loi 57, à l'instar de l'ensemble des autres organismes luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale, rappelle Christian Pelletier, coordonnateur du RGPAQ. Les raisons de ce rejet étaient nombreuses et fondamentales, ce que la ministre n'a pas semblé comprendre en apportant des amendements cosmétiques qui changent parfois la lettre du projet de loi, mais qui n'en modifient nullement l'esprit ». Le RGPAQ ne peut en aucun cas donner son appui à un projet de loi qui n'indexe pas pleinement les prestations de chacun des prestataires de l'aide sociale, qui fait des discriminations basées sur une catégorisation des prestataires, qui ne permet pas à ces derniers de couvrir leurs besoins essentiels et qui les abandonne à l'arbitraire de la ministre en diminuant leurs recours.

« Le gouvernement prétend que ce projet de loi aidera les gens sur l'aide sociale à s'en sortir, or il n'en est rien, affirme M. Pelletier. Le projet de loi 57, jumelé aux coupures des dernières années à Emploi-Québec, n'améliorera en rien les conditions de vie des prestataires de l'aide sociale et ne leur facilitera pas la tâche dans leur combat quotidien contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le gouvernement libéral fait une fois de plus la preuve que pour lui, la lutte contre la pauvreté n'est qu'un slogan électoraliste et ne correspond pas à des actions concrètes ».

-30-

Source : Jean-François Venne, attaché de presse
(514) 837-2480, (514) 523-7762
jf_venne@videotron.ca